



OBJET : Avis du Conseil Général du Nord sur le projet d'actualisation du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire du Nord-Pas de Calais (SRADDT) - Délégation de la 3ème Vice-présidence 'Aménagement du territoire, Développement économique, Développement rural'

I. Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) :

La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADDT) du 25 juin 1999 a confié aux régions la responsabilité d'élaborer un Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT). Dans le Nord - Pas de Calais, ce schéma, adopté le 22 novembre 2006, ambitionne de définir les orientations d'une stratégie partagée de long terme pour le territoire régional.

Il mettait alors en avant six enjeux à 2020 centrés sur la société de la connaissance et de la communication, l'ouverture européenne et internationale, le développement économique, la cohésion territoriale, l'environnement et le cadre de vie, ainsi que la participation des habitants et la citoyenneté.

Sollicité pour avis sur le document dans le cadre de la consultation légale, le Conseil Général avait notamment mis en avant la nécessité d'affirmer l'ambition d'une meilleure équité territoriale et d'un développement plus équilibré des territoires impliquant notamment une action plus volontariste pour les territoires du sud du département.

II. Le projet d'actualisation du SRADDT :

Cinq ans après son adoption, la Région a lancé une démarche d'actualisation (et non encore de révision) du schéma afin de prendre en compte les évolutions socio-économiques et environnementales et des dynamiques territoriales, en cohérence avec le principe de « SRADDT évolutif ». Depuis 2006, la réflexion prospective s'est poursuivie notamment dans le cadre d'un collège de prospective régional. En outre, les enjeux du schéma ont été déclinés au travers de politiques régionales territorialisées : Plans Locaux de Développement Economique, fonds territoriaux pour un traitement différencié des territoires, politique régionale des Pays, révision des Chartes de Parcs Naturels Régionaux, etc. Le SRADDT a par ailleurs permis d'initier des Directives Régionales d'Aménagement (DRA), cadres de référence dont le Département est partenaire, sur la maîtrise de la périurbanisation et la Trame verte et bleue régionale.

Le projet d'actualisation du SRADDT ambitionne d'engager le territoire dans une transition écologique et sociale et à approfondir les ressorts d'un modèle de développement plus durable, dans la lignée des nouveaux objectifs du sommet de la Terre Rio + 20.

Il met en avant six nouveaux enjeux à horizon 2030 :

- faire de la connaissance un bien partagé ;
- valoriser notre ouverture au monde ;
- conforter les dynamiques territoriales au service du développement régional ;
- promouvoir le bien-être et le mieux-vivre ensemble ;
- engager la région dans la transition écologique ;
- mobiliser les ressorts de la citoyenneté et les pratiques interterritoriales.

Le schéma comporte désormais quatre volets, qui correspondent à des schémas et stratégies régionaux sectoriels :

- le Volet Transports et Mobilités, ou Schéma Régional des Transports et des Mobilités actualisé ;
- le Volet Climat, qui cherche à affirmer des objectifs plus élevés que ceux du Schéma Régional Climat-Air-Energie copilote avec l'Etat ;
- le Volet Biodiversité-Trame verte et bleue, en lien notamment avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique ;
- le Volet Economie-Emploi-Formation, qui s'appuie sur le Schéma Régional de Développement Economique, la Stratégie Régionale de l'Innovation, le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles et le Schéma Régional de Développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

III. Une nécessaire articulation plus étroite entre Région et Département

Le Département adhère au principe d'une stratégie d'aménagement et de développement du territoire régional du Nord - Pas de Calais, fondée sur une vision commune des enjeux et des objectifs d'un développement plus durable. La présente démarche d'actualisation doit s'inscrire dans la recherche d'une meilleure articulation et d'une collaboration plus étroite entre les interventions de la Région et des Départements. Les politiques conduites par ces derniers contribuent très directement et souvent de manière déterminante aux objectifs et orientations affirmés dans le SRADDT. Il importe donc particulièrement que le projet d'actualisation du SRADDT les mette en avant.

L'avis du Département aborde principalement huit thèmes :

- les contrats de territoire ;
- la cohésion sociale et notamment la prise en compte de certains publics prioritaires du Département tels que les jeunes, les personnes âgées, les allocataires du RSA et les personnes en situation de handicap ;
- le développement économique ;
- l'Europe et les relations internationales ;
- le sport ;
- le tourisme ;
- l'environnement ;
- la mobilité.

Il est proposé au Conseil Général, après avis de la Commission élargie « Aménagement du territoire, Développement économique, Développement de l'espace rural, Logement, Habitat » :

- d'adopter l'avis portant sur le projet d'actualisation du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire dans les termes repris dans l'annexe jointe au rapport.

Vu, le

Accord pour examen en Commission

La Vice-Présidente

Martine FILLEUL

Examen par la Commission Aménagement du territoire, Développement économique, Développement de l'espace rural, Logement, Habitat

Rendu le 27/03/13

La Commission Aménagement du territoire, Développement économique, Développement de l'espace rural, Logement, Habitat prend acte du contenu de l'actualisation du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire dans les termes repris dans l'annexe jointe au rapport qui sera présenté à la décision du Conseil Général et des contributions des membres de la Commission.

Roméo RAGAZZO
Président de la Commission

ANNEXE

AVIS DU DEPARTEMENT DU NORD SUR LE PROJET D'ACTUALISATION DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

Le Département partage les enjeux et orientations majeures du projet d'actualisation du SRADDT. Fort de son action dans les domaines social comme du développement territorial, il souhaite renforcer encore l'enjeu souligné par la Région de surmonter les inégalités et rappeler la nécessité d'un développement qui bénéficie à toute la population et à tous les secteurs géographiques du Nord. Il s'agit de veiller particulièrement aux personnes éloignées du système économique et d'assurer un développement équilibré des territoires, notamment en faveur des territoires ruraux et par la prévention des ségrégations sociales et spatiales engendrées par la métropolisation.

En participant à élaborer une vision commune des grands défis du territoire régional, la démarche d'actualisation du SRADDT donne l'opportunité de développer encore les collaborations entre la Région et le Département, dans une logique de complémentarité et d'équilibre vertueux.

DIAGNOSTIC DES DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DU TERRITOIRE

Le projet d'actualisation du SRADDT s'ouvre sur une première partie comprenant un diagnostic des dynamiques socio-économiques et environnementales du territoire et des futurs possibles à l'horizon 2030, dont la qualité et l'intérêt doivent être soulignés. Tout particulièrement intéressante est l'analyse des espaces régionaux au regard de la démographie, du développement humain, des mutations et des polarités économiques, de la citoyenneté et des coopérations territoriales. Dans le cadre du SRADDT, qui met en avant le fait régional, il semble important de montrer en plus des évolutions propres à chaque espace, les liens, les connexions et interdépendances qui peuvent exister entre eux, tels que décrits dans le dernier fascicule 5 de l'étude sur les espaces du Nord-Pas de Calais. Réalisée en partenariat avec l'INSEE, cette étude fait état des questions relatives aux mobilités et aux transports, mais aussi à l'accessibilité aux services, aux flux commerciaux et financiers entre les territoires, questions d'importance majeure dans l'approche de la solidarité territoriale.

CONTRATS DE TERRITOIRE

Comme le Pas-de-Calais avant lui, le Département du Nord s'est engagé depuis 2010 dans l'élaboration de Contrats de territoire. Expérimentée dans un premier temps dans le Cambrésis, la politique contractuelle a été généralisée à l'ensemble du département en 2012 pour une signature de l'ensemble des Contrats à la fin de l'année 2013. La démarche de Contrat de territoire vise à renouveler le dialogue avec les différents acteurs du territoire, notamment les intercommunalités, par une logique transversale et l'adaptation de ses politiques aux spécificités des territoires.

Dès les délibérations-cadres du Conseil général de décembre 2009 et 2011 et tout au long des démarches de Contrat, il a été fait référence aux orientations du SRADT, aux schémas sectoriels

et aux Directives Régionales d'Aménagement. Par ailleurs, la Région, tant au niveau politique que technique, a été systématiquement conviée aux travaux des Contrats de territoire.

Le projet d'actualisation du SRADDT interroge aujourd'hui la cohérence et la compatibilité des travaux menés dans le cadre des Contrats de territoire, notamment sur le fond, à travers les enjeux régionaux, et la forme, notamment au niveau de la gouvernance territoriale.

Cohérence entre les six enjeux du SRADDT et les trois priorités départementales

Le Conseil général du Nord a défini dans la délibération-cadre de décembre 2009 trois priorités départementales qui transcendent l'ensemble des Contrats et sont adaptées selon les caractéristiques des territoires :

- assurer la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations et favoriser l'épanouissement de tous ;
- proposer aux Nordistes un environnement et un cadre de vie préservés et de qualité ;
- créer les conditions d'un développement responsable.

Les six enjeux régionaux du projet d'actualisation du SRADDT sont cohérents avec les priorités départementales. Par ailleurs, dans les travaux menés sur chacun des territoires, les problématiques liées aux enjeux régionaux sont revenues de manière récurrente, notamment :

- les enjeux d'amélioration des connaissances et de formation des habitants, particulièrement pour améliorer l'insertion sociale et professionnelle ;
- le défi de favoriser la mobilité des habitants, en la favorisant dès le plus jeune âge, en mettant notamment en avant la position transfrontalière du Nord ;
- le besoin de renforcer l'intercommunalité et de réfléchir à différentes échelles, notamment eurorégionales, régionales, métropolitaines et interSCoT ;
- la nécessité de mieux lier les politiques de solidarité, d'action sociale et médico-sociale avec les dynamiques de développement et d'environnement ;
- l'exigence de renforcer encore les politiques d'aménagement pour répondre aux enjeux « climat », notamment par la maîtrise de la périurbanisation, une meilleure prise en compte des problématiques hydrauliques et de la place de l'agriculture dans les territoires ;
- l'obligation de mieux associer les habitants, les associations et plus généralement la société civile, afin qu'ils s'approprient les enjeux régionaux et qu'ils participent davantage à l'aménagement et au développement durable des territoires.

Mise en œuvre, gouvernance et suivi

L'élaboration du Contrat de territoire est fondée sur l'écoute, le dialogue et le travail concerté avec les territoires. Sur chaque territoire de SCoT est installée une nouvelle instance de gouvernance, la Conférence partenariale. Lieu de débat, elle réunit les représentants du Conseil Général et ceux du territoire afin de valider les enjeux prioritaires et les projets inscrits au Contrat. A l'instar du Cambrésis, cette instance a vocation à être pérenne après la signature du Contrat de territoire, afin d'assurer le suivi, d'adapter et d'animer le Contrat de territoire.

Dans la partie consacrée à la mise en œuvre, à la gouvernance et au suivi des DRA, le document fait référence aux contractualisations des Départements parmi les instances de gouvernance et de pilotage (p.186 et p.191). Autour d'une ambition partagée, ces gouvernances permettent de fixer et de tenir une « feuille de route » commune et de parler d'une même voix aux territoires.

C'est l'un des enjeux majeurs des « Cadres d'Action Stratégique », qui embrassent l'ensemble des enjeux du territoire, au-delà des compétences du Département.

Une meilleure articulation et coordination entre les différentes instances de gouvernance territoriale est à rechercher. En effet, si le Contrat de territoire porte une ambition forte de transversalité et d'ouverture, en couvrant l'ensemble des compétences départementales, les gouvernances sont encore trop souvent thématiques et cloisonnées, ce qui nuit à la lisibilité de l'action publique des collectivités départementales et régionales.

COHESION SOCIALE

L'enjeu 4 « Promouvoir le bien être et le mieux vivre ensemble » fait écho aux grandes orientations du Département, qui agit auprès des populations en tant que chef de file de l'action sociale. Aussi, au-delà même de l'objectif de développement équilibré des territoires, le développement humain et social doit être réaffirmé comme la finalité première des interventions en matière d'aménagement du territoire. Dans ce sens, une attention particulière doit être portée à certains publics.

Jeunesse

L'avenir de la jeunesse est une des priorités fortes du Projet politique du Département. En plus de ses missions en faveur de l'enfance et de la famille, celui-ci engage une véritable politique, avec pour objectifs le mieux vivre et l'épanouissement du jeune et un accompagnement renforcé dans son parcours vers l'autonomie. Dans cette même perspective, le Projet Éducatif Global Départemental et le plan Collège numérique, axes majeurs d'une véritable politique éducative globale et partagée, visent à valoriser toutes les potentialités scolaires et non scolaires du jeune.

Le mouvement à l'œuvre de territorialisation des politiques éducatives, au bénéfice des projets éducatifs locaux et départementaux, s'inscrit dans cette logique. Ainsi, dans le cadre d'une compétence jeunesse partagée, la continuité éducative et la reconnaissance de l'éducation tout au long de la vie est également un enjeu majeur qui doit mobiliser la complémentarité entre tous les niveaux de collectivités, de la commune à l'État.

Dans ce cadre, le Département souligne la nécessité de renforcer l'accès à la formation initiale pour les jeunes décrocheurs du système scolaire. L'enjeu d'une meilleure articulation entre acteurs de l'éducation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes doit également être mis en avant. Plus largement, il importe particulièrement de souligner l'enjeu primordial de favoriser l'accès à une formation de qualité pour les jeunes ayant de faibles ressources, gage d'émancipation et d'insertion professionnelle.

Aussi les enjeux propres à la jeunesse mériteraient-ils d'être évoqués à part entière dans le SRADDT, dans l'optique de permettre aux jeunes des opportunités qui leur donneront la possibilité et l'envie de rester dans la région, ou de revenir y vivre et travailler. La prégnance de cette attention aux problématiques du public des jeunes, centrales dans les questions de développement territorial, est notamment exprimée avec force par les représentants des territoires, particulièrement périurbains et ruraux. Les réponses à ces questions doivent en outre se fonder sur l'expression des jeunes, encouragée et suscitée de manière volontariste, au travers par exemple de forums de la jeunesse et de divers modes de consultation.

Personnes en situation de handicap

Le handicap doit être une préoccupation importante du SRADDT car c'est l'avenir de 200 000 Nordistes reconnus comme handicapés qui est en question, qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes bénéficiant soit d'une prestation du Département, soit d'une orientation de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) du Nord.

Les objectifs du volet handicap du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale 2012-2015 d'améliorer la connaissance des besoins et des attentes, de favoriser l'accès aux droits et de développer des réponses de qualité en matière de compensation de la perte d'autonomie se recoupent avec certains enjeux du SRADDT, tels que faire de la connaissance un bien partagé et promouvoir le bien-être et le mieux-vivre ensemble.

Au-delà de la prise en compte de la loi de 2005 relative à l'égalité des droits et des chances et la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et au-delà du volet de la mobilité, certains points concernant les secteurs de l'économie-emploi-formation et le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche méritent la plus grande attention.

En termes de recherche

Il apparaît nécessaire de structurer les liens avec les laboratoires de recherche œuvrant sur le sujet pour constituer auprès du Département et de la MDPH l'équivalent d'un pôle d'experts. On pense tout particulièrement à la recherche en matière de santé mentale, maladies psychiques et plus précisément l'autisme pour lequel les réseaux sont assez actifs au plan international.

En termes de développement de l'enseignement supérieur

Des efforts considérables ont été accomplis pour la scolarisation des enfants handicapés mais l'orientation des jeunes en situation de handicap se tourne encore trop souvent vers des formations courtes et à visée professionnelle. Pour autant en 10 ans, en France, le nombre d'étudiants en situation de handicap a presque triplé. Consolider les dispositifs existants, embaucher davantage de personnel handicapé, valoriser les formations dans ce domaine, continuer à améliorer l'accessibilité de leurs services et du bâti est déterminant pour l'avenir. De très gros progrès sont également à réaliser dans les CROUS dans l'accompagnement de la prise d'autonomie.

En termes d'emploi

Les personnes en situation de handicap génèrent de nombreux emplois de services non délocalisables. On estime entre 3 et 4, le nombre d'emplois générés par une personne handicapée placée en structure. Par ailleurs, il apparaît nécessaire de rappeler l'obligation (issue de la loi de 2005), pour tout employeur d'embaucher 6 % de personnes en situation de handicap et le rôle d'exemplarité des collectivités publiques.

En termes de vieillissement de la population

L'espérance de vie des personnes en situation de handicap, rattrapant l'espérance de vie des valides (qui elle-même augmente), impose d'inventer de nouveaux dispositifs et services. On pense en particulier aux personnes handicapées mentales travaillant en ESAT qui atteignent aujourd'hui l'âge de la retraite, mais aussi au vieillissement des aidants qui se trouvent devoir être placés en institution et pour lesquels il n'existe pas de relais vis-à-vis de l'enfant handicapé.

En termes de mobilité

C'est sans doute l'aspect le plus repéré : la nécessité d'adapter physiquement la connexion des différents systèmes de transport aux personnes en situation de handicap. Cela sous entend porter une attention toute particulière aux mal entendants, mal voyants mais aussi attention aux personnes présentant des troubles cognitifs ou simplement mentalement limitées qui peuvent éprouver les plus grandes difficultés à comprendre l'organisation des réseaux de transport. Pour cela il apparaît important de renforcer dans leurs missions les commissions intercommunales d'accessibilité existant sur les différents territoires du Nord et de la Région.

Personnes âgées

Le Département du Nord prend la pleine mesure de l'augmentation importante du nombre des personnes âgées dans les prochaines années. Aussi cette donnée a-t-elle été prise en compte lors de l'établissement du Schéma Départemental d'Organisation Sociale et Médico-Sociale 2012/2015.

Le maintien à domicile des personnes âgées, souhaité par 80 % d'entre elles, et l'accroissement de leur dépendance exigera une intervention plus importante des services d'aide à domicile ainsi qu'une montée en qualification et une coordination entre les différents intervenants et aidants. Pour satisfaire les besoins en effectifs à venir dans ces métiers, un groupement d'employeurs des services à domicile et établissements médico-sociaux permettrait par exemple de former les jeunes. De manière plus générale, le Département du Nord recherche, en coordination avec la Région, le développement de la filière des services à la personne.

Le développement de logements adaptés à une population vieillissante est ainsi un enjeu fort des années à venir. Il importe de sensibiliser les bailleurs à l'adaptation de leur offre et de soutenir les propriétaires âgés dans l'aménagement de leur logement. Un dispositif départemental va être lancé en vue de ce dernier objectif.

La prise en compte des besoins sociaux d'une société vieillissante ne doit pas se limiter à une représentation des personnes âgées comme dépendantes ou faisant face à des problèmes particuliers de santé. Aider ces personnes à rester actives et parties prenantes de la société passe notamment par les activités culturelles et sportives. Il importe donc de développer l'accès à la culture et à une offre de pratique sportive adaptée. Dans le même ordre d'idée, des initiatives diverses peuvent être encouragées pour lutter contre l'isolement. Le Fonds Départemental d'Initiative du Département, en aidant notamment à la mobilité des personnes âgées, a été conçu dans ce sens.

Personnes en insertion sociale et professionnelle

Les allocataires du RSA constituent un des publics prioritaires du département (130 000 foyers allocataires et 300 000 personnes couvertes).

La formation des allocataires du RSA représente une impérieuse nécessité pour leur retour à l'emploi et l'un des enjeux majeurs du prochain Plan Départemental d'Insertion. Il conviendrait d'élever la part des allocataires du RSA dans les publics du Plan régional de Formation de 5 % actuellement à 20 %.

Au-delà du financement de l'allocation, le Département mène une **politique volontariste visant à faciliter l'insertion socio-professionnelle pour lever les freins à l'emploi** (mobilité, santé,

logement, garde d'enfants...) avec des moyens importants (47 M€) affectés en fonction des difficultés sociales des territoires.

Ses efforts sont également portés particulièrement sur :

- le financement des contrats aidés dans les chantiers d'insertion ;
- le financement de 1000 emplois d'avenir ;
- la généralisation de la clause sociale à tous les marchés du Département.

Pour que le SRADDT soit vecteur de rebondissement social, il est indispensable que le développement économique soit mis au service du retour à l'emploi de ces personnes certes plus vulnérables mais pour autant également forces vives du potentiel de la région.

Cette orientation, qui doit être renforcée, nécessite une prise de parole et de position des personnes concernées elles-mêmes dans la définition des politiques et de leur évaluation. Cette volonté de développement social local rejoint pleinement l'enjeu du SRADDT d'une participation citoyenne plus affirmée.

HABITAT-LOGEMENT

Devant l'ampleur et la prégnance de la précarité dans la région, mais aussi de la construction insuffisante, l'urgence doit être rappelée de développer fortement une offre de logements de qualité physiquement et socialement accessible. Différentes pistes peuvent être évoquées notamment en vue de la mobilisation des logements vacants et la baisse des coûts du loyer. La lutte contre l'habitat indigne est une autre préoccupation essentielle du Département, inscrite comme axe de son Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées. De plus, réduire la précarité énergétique, qui concerne une partie importante des ménages fragiles sur le plan économique, constitue un enjeu de premier ordre, que démontre la mobilisation croissante du Fonds de Solidarité Logement. Cette préoccupation, largement partagée par le Département et la Région, pourrait donner lieu à un dispositif spécifique d'aide aux travaux dans l'habitat ancien, qui viendrait compléter les OPAH, notamment dans les territoires ruraux et périurbains.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ET SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES

Le Département du Nord partage l'urgence d'innover afin de remettre l'Homme au cœur du système économique. En mars 2011, il a redéfini ses actions pour favoriser un développement économique au service de l'emploi pour tous et du redressement productif.

Il intervient plus particulièrement en faveur de ses publics prioritaires : allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée mais aussi les femmes et les jeunes de moins de 26 ans. En effet, la crise économique fragilise ces populations, accentue les discriminations et la précarité des emplois.

L'action du Département du Nord en faveur de l'économie s'inscrit dans plusieurs priorités proposées dans l'enjeu 3 du SRADDT réactualisé.

En tant que collectivité de la solidarité, le Département se mobilise pour apporter des réponses adaptées, par exemple via la mise en œuvre des contrats d'avenir tels que cités plus haut, par son soutien à l'Economie Sociale et Solidaire et à l'Insertion par l'Activité Economique. Afin de soutenir la création d'entreprises par des porteurs de projet en difficulté, il accompagne le développement de la finance solidaire et tout particulièrement du micro-crédit.

Aussi, il apparaît utile que le SRADDT réactualisé fasse apparaître le nécessaire soutien aux porteurs de projets et populations éloignées de l'emploi, dans le développement d'emplois pérennes, non délocalisables et de qualité, pour le développement d'une économie solidaire et de proximité.

Le développement du tissu économique local doit également être mené dans cette recherche de solidarité et d'équité. Le Département favorise la création d'entreprises et le développement d'une offre d'hébergement d'entreprises cohérente (couveuses, hôtels d'entreprises et villages d'artisans) sur tout son territoire. Il accentue notamment le maillage des ruches d'entreprises du Nord et leur ancrage dans leur territoire d'implantation afin d'améliorer la coordination des acteurs économiques locaux.

En tant qu'aménageur, le Département est fortement impliqué dans des investissements majeurs pour la vitalité du territoire et de son économie (Canal Seine Nord Europe, Très Haut Débit ...). A travers ses fonds départementaux d'aménagement, il conforte également le développement de tous les territoires et des dynamiques locales, notamment par son soutien aux projets d'aménagements locaux dans les communes et d'aménagements stratégiques et à fort potentiel économique. La coopération entre la Région et les Départements pour le déploiement de la fibre optique et du très haut débit doit également être mise en avant comme contribution directe à la réduction de la fracture numérique, notamment pour l'éducation et la santé.

Le Département inscrit également son action dans les réflexions sur la transition écologique et énergétique. Ce qui semble apparaître de prime abord comme une contrainte est surtout une formidable opportunité pour développer l'innovation et les emplois que l'on qualifie d'emplois verts.

SPORT

Le sport est un élément fondamental de la cohésion sociale, entendue au sens du lien social et des enjeux de santé publique, de développement local.

Aussi, les Départements et la Région ont-ils renforcé leurs coopérations avec le mouvement sportif autour des équipements structurants ou de proximité et du développement de programmes en faveur du sport. A ce titre, une meilleure répartition des équipements sportifs sur les territoires demeure toutefois une nécessité. Par ailleurs, il convient de souligner un enjeu majeur de formation initiale et continue des éducateurs sportifs, notamment sur les enjeux de santé publique.

TOURISME

Le Département partage avec la Région l'ambition de faire du Nord une destination touristique renforcée, dans une perspective de rayonnement et d'attractivité du territoire, mais aussi de développement économique et de création d'emplois. Les musées départementaux, tout particulièrement ceux de Flandre à Cassel, du verre à Sars-Poteries et Matisse au Cateau-Cambrésis peuvent prétendre à être de véritables outils d'aménagement du territoire

et sources d'emplois, au-delà du développement culturel. En lien avec l'Agenda 21, la politique touristique départementale s'inscrit dans les différentes dimensions du développement touristique durable : sociale, économique et patrimoniale. Le Département soutient ainsi l'hébergement, les équipements et les organismes touristiques afin d'offrir des produits respectueux de l'environnement valorisant la culture locale, l'implication et la redistribution dans l'économie locale, mais également des produits accessibles au plus grand nombre et favorisant notamment l'équité sociale et la qualité de l'emploi.

L'objectif commun du Département et de la Région doit en outre conduire à une action plus étroitement coordonnée dans une logique de complémentarité. Un projet de charte entre l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques du Nord et le Comité Régional de Tourisme va dans ce sens.

EUROPE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Le Département s'inscrit dans les objectifs du SRADDT pour son enjeu 2 : "Valoriser notre ouverture au monde". Conscient de l'importance de l'ouverture à l'international pour les Nordistes, pour le développement de son territoire et sensibilisé au caractère mondialisé de nombreux enjeux, le Département s'est impliqué de façon croissante dans des actions de coopération en vue d'élaborer et de mettre en œuvre de véritables politiques publiques répondant à des intérêts communs aux plans européen et international.

En effet, un territoire ne peut plus penser son développement et donc son attractivité à partir de ses seuls déterminants locaux. Aujourd'hui, et plus encore demain, son dynamisme repose sur sa capacité à mettre en perspective son développement local par rapport aux dynamiques et démarches européennes et internationales.

Plus que jamais, les collectivités locales sont au cœur de la coopération européenne et internationale, car elles permettent d'agir localement face aux enjeux globaux, à la fois par les publics qu'elles touchent directement et par les professionnels qu'elles mobilisent.

Cette ambition, le Nord entend la promouvoir et la partager sur la scène internationale au service d'un aménagement cohérent des espaces transfrontaliers, d'une construction européenne citoyenne et d'un développement juste et durable des territoires. Collaborer, c'est dépasser les frontières. Par conséquent, le Nord consolide en permanence ses liens de collaboration pour renforcer son tissu économique, valoriser ses atouts touristiques, optimiser son approche transfrontalière et accroître son rayonnement culturel.

La coopération transfrontalière s'est donc naturellement imposée au Département qui partage 350 km de frontières avec la Belgique et compte près de 25 000 frontaliers actifs au travers de partenariats avec les Provinces de Hainaut et de Flandre Occidentale, des deux GECT Lille-Kortrijk-Tournai et West Vlaanderen / Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale et les programmes européens notamment Interreg.

La mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique – Trame verte et bleue représente une nouvelle étape vers une meilleure prise en compte des trames écologiques et l'opportunité de collaborations renforcées entre Région et Département pour la préservation des espaces naturels, agricoles et de la biodiversité.

Espaces naturels sensibles

La politique des Espaces Naturels Sensibles est pleinement dédiée à la préservation, la restauration et la valorisation des espaces naturels et de la biodiversité. Les missions du Département d'acquisition, d'aménagement et d'entretien des sites vulnérables, de gestion écologique et d'accueil du public, contribuent directement à la mise en œuvre des priorités régionales. Elles s'exercent de plus sur une partie significative du territoire nordiste. Il apparaît ainsi essentiel que l'action du Département, acteur de tout premier ordre aux côtés des conservatoires, soit mise en valeur dans le SRADDT. Il compte en effet à son bilan :

- 6 000 hectares inscrits en zones de préemption, pour la plupart sur les cœurs de nature et les réservoirs de biodiversité indiqués dans le volet Trame verte et bleue (pages 12 à 15) ;
- 2400 hectares en propriété, 800 hectares en gestion dont 700 appartiennent au Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres ;
- la gestion d'une Réserve Naturelle Nationale (Dune Marchand), de deux sites inscrits (site départemental Marguerite Yourcenar et Parc de l'abbaye de Liessies) et de nombreux sites classés Natura 2000 dont les Dunes du littoral, la Dune fossile de Ghyvelde, le Site ornithologique départemental des cinq tailles, etc.

De plus, les secteurs prioritaires d'intervention du Département, en terme de typologie de milieux naturels, rejoignent ceux identifiés dans le volet Trame verte et bleue du SRADDT (zones humides, dunes bordières et décalcifiées, pelouses calaminaires, bois alluviaux, etc.).

Aussi, les objectifs du Schéma directeur des ENS, cadre d'action du Département en la matière pour la période 2011-2021, devraient être intégrés dans les préconisations du Schéma Régional de Cohérence Ecologique – Trame verte et bleue (stratégie foncière, promotion de la gouvernance à travers des groupes d'expertise et de concertation, stratégie différenciée d'aménagement des sites, etc.).

La politique des ENS a par ailleurs des impacts positifs en termes de création d'emplois pérennes, non délocalisables (accueil, suivi, entretien, surveillance, etc.).

Education à l'environnement

Par ailleurs, le Département joue un rôle essentiel en soutien aux acteurs de l'éducation à l'environnement. L'ensemble des sites « Espaces Naturels Sensibles » aménagés sont ouverts au public. Afin de faire découvrir ce patrimoine exceptionnel, le Département informe, sensibilise (450 visites guidées gratuites proposées chaque année dans le cadre des « rendez-vous nature »), fait de la pédagogie à l'environnement auprès des collégiens notamment et de publics spécifiques (dont les personnes en situation de handicap).

Chemins de randonnée

D'autres actions fortes du Département contribuent à protéger et valoriser les milieux naturels et à créer des corridors écologiques et des continuités vertes, dans le cadre du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (plus de 6 000 kilomètres de chemins de randonnée protégés, entretenus, balisés et valorisés) et du schéma régional des Véloroutes et Voies Vertes (90 km de voies vertes, propriétés du Département).

Biodiversité ordinaire

Par ailleurs, au-delà de la restauration de la biodiversité, des ressources naturelles et des continuités écologiques, le projet devrait mettre mieux en évidence la question de la restauration de la multifonctionnalité de ces espaces. De même, il convient de considérer que la trame verte peut s'inscrire en milieu urbain et qu'il importe de réserver dans les espaces densément urbanisés et peuplés des espaces récréatifs de proximité et de qualité, constitutifs du cadre de vie des habitants et de la biodiversité ordinaire.

Agriculture

Le Département rejoint le SR ADDT sur les enjeux de préservation des espaces agricoles en tant que paysages et espaces non urbanisés. Aller plus loin dans la reconquête de ces espaces est un enjeu environnemental de première nécessité. Il convient de plus de mieux faire apparaître la dimension économique de l'agriculture.

Par ailleurs, le constat est partagé sur le défi alimentaire (p. 40 et 41) mais sa rédaction pourrait être nuancée en mentionnant :

- les efforts entrepris par la profession agricole en matière d'adaptation des pratiques plus respectueuses de l'environnement (conversion à l'agriculture biologique, opérations de reconquête de la qualité des eaux – ORQUE), efforts qu'il convient de poursuivre et de continuer à encourager ;
- l'origine multiple des pollutions des sols (industrielles en plus d'être liées à l'emploi des pesticides).

Risques liés aux inondations

Les démarches d'adaptation dans les opérations d'aménagement et l'élaboration des documents d'urbanisme doivent être poursuivies. La culture du risque auprès des habitants est à développer. A ce titre, la portée juridique du SDAGE et des SAGE est à rappeler tant les interrelations sont fortes entre urbanisme et gestion de l'eau.

Transition énergétique

Le Département souscrit pleinement à l'énoncé des enjeux du changement climatique, notamment dans les territoires, tel le risque de submersion marine et la perte de biodiversité. Il est de ce fait très investi avec la Région au sein de la dynamique climat, l'observatoire du

climat et la définition des Plans Climats Energie Territoriaux et appelle à une action renforcée et plus volontariste en la matière.

MOBILITE

Le Département partage les grands défis (maîtrise des flux, rééquilibrage modal, objectifs « climat », ouverture au monde), les principes généraux (approche globale, multimodale et multiscalaire) et les objectifs majeurs du volet transport du SRADDT (un système de transports au service de l'attractivité des territoires et du bien-être de la population). Ces éléments devraient se retrouver dans le Schéma Départemental de Mobilité qui fera l'objet d'une présentation à l'Assemblée départementale en juin 2013. Par son schéma, le Département, lui-même autorité organisatrice des transports, privilégiera une approche complémentaire à celle de la Région dans le domaine de la mobilité et des transports. Il s'agit notamment de mieux articuler le réseau des autocars en interurbain avec les points d'accès au réseau TER.

Quelques points particuliers du projet de SRTM appellent néanmoins les commentaires suivants :

- l'un des grands principes du SRTM est de considérer le TER comme l'épine dorsale du transport régional de voyageurs, sur laquelle les autres modes viendraient s'articuler (p.12 et 17). Sans remettre en cause le caractère structurant de l'offre ferroviaire régionale, il semble que pour certaines liaisons où le TER est absent, les transports interurbains routiers jouent ce rôle de réseau structurant. Pour le Nord, les exemples des relations Dunkerque – Saint-Omer, Douai – Orchies ou encore Le Cateau – Cambrai pourraient être retenus.
- Le Département souscrit totalement à l'idée que « le SMIRT a un rôle essentiel à jouer pour améliorer l'offre de transports et développer la coordination entre les différents niveaux de décision. » Ainsi, le Département appelle de ses vœux une montée en puissance rapide du SMIRT sur tous les dossiers le concernant (billettique, information voyageurs, tarification équitable, coordination de l'offre, accessibilité et covoiturage), qui passera nécessairement par un renforcement de ses services et de ses moyens (p.13 et 23).
- Parmi les projets de transports en commun en site propre « assurant des missions interurbaines et complétant l'offre TER », le Département souhaite mentionner son intention d'investir le champ des Autocars à Haut Niveau de Service (AHNS). En effet, un projet de ligne circulant sur les bandes d'arrêt d'urgence des autoroutes ou voies rapides est à l'étude. Ces nouveaux services nous semblent remplir les critères (énoncés en page 25) des projets que la Région accompagne et le principe de les accompagner pourrait être inscrit dans le SRTM.
- Le Département est régulièrement sollicité par les acteurs locaux pour la mise en place de transport à la demande (p. 28). Ce sujet devrait être traité de manière opérationnelle dans le Schéma Départemental de Mobilité et à ce titre le Département est prêt à participer à la réalisation d'une stratégie régionale sur le sujet.
- La réponse apportée par la mise en place d'un péage sur le réseau autoroutier (p.29) afin de réduire la congestion actuelle repose sur une meilleure gestion des infrastructures existantes. Elle fait appel à l'usager plutôt qu'au contribuable. Cependant, le Département du Nord s'interroge sur le report éventuel de trafic sur son réseau routier et les charges d'entretien qui en résulteraient. Des études ont-elles été effectuées dans ce sens, de même que sur le report modal vers les transports en commun ou tout autre moyen alternatif aux poids lourds

et à la voiture ? Cette initiative doit donc faire l'objet d'une démarche plus globale à laquelle le Département est prêt à s'associer.

- Concernant le Contournement Sud-Est de Lille (CSEL – p. 30) : le secteur sud de la métropole lilloise est dans une situation de développement paradoxale. D'un côté, il présente des réserves foncières très importantes, très bien situées en bordures d'autoroute, entre Seclin et l'aéroport de Lesquin, permettant d'envisager un développement économique à grande échelle et de l'autre côté, il présente une trame viaire saturée notamment aux heures de pointes. Cette situation entraîne un report de trafic vers le réseau départemental, essentiellement sur les RD 952, 549 et 147 qui assurent des liaisons entre le nord de Seclin et le sud de Lille. Aussi, le projet de CSEL apparaît comme une nécessité pour résorber les problèmes liés à la congestion de l'autoroute A1 à l'entrée de l'agglomération lilloise. D'un point de vue technique, le CSEL ne peut que contribuer à désengorger les voies d'accès par le sud à la métropole lilloise. Le Département considère que le CSEL est de nature à améliorer les conditions de mobilité sur l'arrondissement de Lille et permettrait de nouveaux développements économiques et urbains sur la Métropole. Aussi, le CSEL pourrait être inscrit au SRTM.
- Concernant la RD 642 : il semble important de faire figurer l'aménagement de cette RD dans l'arrondissement de Dunkerque au SRTM car le projet a vocation à améliorer la sécurité des usagers de la route en supprimant les traversées d'agglomérations, de fluidifier le trafic à moyen et long terme, d'affirmer l'intérêt de cet itinéraire en tant que voie de liaison entre la Métropole et le Littoral, d'aménager le territoire pour favoriser le développement économique local, l'attractivité régionale et améliorer le cadre de vie des riverains en matière de nuisances sonores.
- Concernant la RN2 : les contrats de plans successifs ont permis d'aménager certains tronçons de la RN2 entre Maubeuge et Avesnes-sur-Helpe, mais à un rythme moins soutenu que celui annoncé par l'Etat. Le programme de développement et de la modernisation des itinéraires (PDMI) 2009-2014 prévoit bien des travaux d'aménagement sur la RN2. La mise à 2x2 voies de la RN2 entre le Département de l'Aisne et la Belgique rentre logiquement dans l'enjeu de désenclavement et d'équité territoriale, dans une optique sociale et économique. Aussi, le Département soutient l'inscription de cet itinéraire reprise au SRTM.
- Le Département adhère entièrement à l'idée d'un Plan Vélo Régional (p.35) qui regrouperait les plans vélo des départements du Nord et du Pas-de-Calais, afin de contribuer à une cohérence des projets de véloroutes, voies vertes et des itinéraires de déplacements quotidiens (domicile - travail/études) ainsi que les liaisons avec les transports en commun.
- Au titre de sa contribution au Plan Vélo Régional et considérant les aides aujourd'hui apportées par la Région aux collectivités aménageant des itinéraires cyclables, la mise en œuvre du plan cyclable départemental pourrait faire l'objet d'une convention de partenariat pour les objectifs et le volet financier.
- Parmi les démarches de sensibilisation visant à modifier les comportements de mobilité (p.36), le Département souhaite attirer l'attention sur les aspects sociaux de la mobilité, notamment les freins culturels, psychologiques, cognitifs ou encore financiers à la mobilité. Au-delà de la constitution d'un réseau de transport performant, la question de la capacité des individus à se déplacer est également à prendre en compte.

- Le Département souscrit à la nécessité de se doter d'outils de connaissance de la mobilité, qui permettent à la fois de définir et d'évaluer l'action publique (p.55). En ce sens, le renouvellement tous les 10 ans d'une Enquête Régionale Mobilité et Déplacements, telle que celle réalisée en 2009, semble tout à fait intéressant.
- Concernant la participation des acteurs et le débat public (p.57), le Département a d'ores et déjà intégré le domaine de la démocratie participative dans l'élaboration de sa politique de mobilité : contribution des Nordistes à une mobilité plus durable, plus performante via un appel à projets (20 projets retenus en 2013) ; dialogue sur la mobilité dans le cadre d'ateliers citoyens organisés dans tous les arrondissements au premier semestre 2013.
- Le Département trouve intéressant l'élaboration d'une Directive Régionale d'Aménagement sur la question des mobilités, outil qui semble effectivement pouvoir mener à une meilleure coordination de l'action publique dans ce domaine (p.57).